

Colloque
(20 et 21 novembre 2013)
Au siège de la CGT

Institut CGT d'histoire sociale

**L'articulation entre démocratie ouvrière et démocratie syndicale :
le cas de la CGT (1945-1995)**

La crise que traverse actuellement le capitalisme et le processus de déconstruction des principaux acquis sociaux du XX^e siècle qui l'accompagne, donnent aux questions de démocratie syndicale et ouvrière une dimension de première importance.

L'analyse du fonctionnement interne de la CGT, en particulier, l'évolution des conceptions et des pratiques du rapport de la CGT à ses adhérents d'une part, et d'autre part, à l'ensemble des salariés, demeure encore aujourd'hui un domaine trop peu exploré.

L'étude des relations entre la CGT et l'ensemble des salariés, la démocratie ouvrière, sera abordée dans son rapport dialectique, dans son articulation avec la démocratie syndicale.

Cet angle d'attaque apparaît d'autant plus opportun que le syndicalisme français, « syndicalisme de représentativité » par excellence, se caractérise par un taux de syndicalisation relativement faible, ne dépassant que rarement le quart de l'ensemble des salariés au cours du XX^e siècle.

L'objectif de ce Colloque est de répondre à plusieurs questions : Dans quelle mesure la démocratie est-elle une référence dans le fonctionnement de la CGT ? Comment réagit-elle au contact de la démocratie ouvrière, et *vice versa* ? La nature de la période, ordinaire ou de conflit social, intervient-elle sur la pratique des démocraties syndicale et ouvrière ?

Le colloque privilégie une période chronologique moyenne qui part de l'après-Deuxième Guerre mondiale et se termine avec le conflit social de 1995.

Les grands axes thématiques du Colloque sont les suivants :

- Les évolutions en matière de structuration de base (syndicat de site, syndicat multi-professionnel), le statut des permanents, l'architecture des fédérations et des structures territoriales, les systèmes des cotisations ;
- Les relations institutionnelles avec les non-syndiqués dans le cadre des élections professionnelles et des élections sociales ;
- Les pratiques volontaires de la démocratie ouvrière : modalités d'élaboration des revendications, conduite des grèves (AG, comités de grève, soumission des accords à approbation, référendums).

Les contributions pourront notamment être élaborées à partir des temps forts (grèves de 1947, de mai-juin 1968, Lois Auroux de 1982, 45^e Congrès, etc.) en précisant tout de même que si les moments de conflit sont particulièrement intéressants, l'articulation entre

démocratie ouvrière et démocratie syndicale devra également être examinée dans les temps plus calmes.

Dans le but de constituer de la matière et donc d'enrichir le colloque, sont organisés, la veille du Colloque, deux ateliers sur des thématiques très resserrées :

- Atelier 1 : La démocratie ouvrière à l'épreuve des luttes (1985-1994).
- Atelier 2 : La politique des cadres syndicaux (1945-1995).
Comment la CGT recrute-t-elle ses cadres ? Quels en sont les profils ? Y a-t-il des pratiques spécifiques et/ou volontaristes à l'égard des femmes, des travailleurs immigrés ou des ingénieurs ? Quelles sont les pratiques en matière de formation ?

Ces deux ateliers donneront l'occasion d'exposer réflexions et expériences concrètes. La journée débutera par une présentation des fondements historiques des pratiques françaises en matière de syndicalisme (conceptions syndicales-révolutionnaires et syndicales de masse et de classe).

Avec ce Colloque et ces ateliers, l'Institut CGT d'histoire sociale souhaite favoriser un espace de réflexion et d'échanges partagé entre militants et chercheurs de différentes disciplines (histoire, sociologie, politique) impliqués sur ces thématiques de recherche.

Les propositions de contributions pour le Colloque (1 500 signes) doivent être adressées à l'IHS-CGT avant le 15 mars 2013 à l'adresse suivante :

Institut CGT d'histoire sociale
263 rue de Paris – Case 2-3
93516 Montreuil Cedex
Courriel : ihs@cgt.fr ou j.beauvisage@ihs.cgt.fr

Responsables du colloque : René Mouriaux, Jérôme Beauvisage.

Comité scientifique et d'organisation : Jérôme Beauvisage (collaborateur de l'IHS-CGT) ; Sophie Beroud (maître de conférence, Université Lumière, Lyon 2) ; Élyane Bressol (présidente de l'IHS-CGT) ; Jean-François Carré (secrétaire de l'IHS métallurgie) ; David Chaurand (directeur de l'IHS-CGT) ; François Duteil (président de l'IHSME-CGT) ; Alain Gautheron (membre du Bureau de l'IHS-CGT) ; Ismaïl Ferhat (professeur agrégé, doctorant rattaché au CHSP/Sciences-po) ; René Mouriaux (directeur de recherches honoraire au CEVIPOF, modérateur du conseil scientifique de l'IHS-CGT) ; Michel Pigenet (professeur d'histoire contemporaine, Paris 1, CHS du XX^e siècle) ; Stéphane Sirot (professeur d'histoire contemporaine, Université de Cergy-Pontoise) ; Karel Yon (chargé de recherche CNRS en sociologie).